

**MISSION DE PROGRAMMISTE EN VUE DU
REGROUPEMENT DE 3 SITES :
SITES ADULTES (NANCY, LAY SAINT CHRISTOPHE)
ET SITE ENFANT (FLAVIGNY SUR MOSELLE)
SUR LE SEUL SITE DU CENTRE DE READAPTATION
DE NANCY**

PROJET IRR

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Maître d'ouvrage / Pouvoir adjudicateur :
UGECAM DU NORD-EST
75 Boulevard Lobau
54042 NANCY

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET ET DUREE DU MARCHE

ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

ARTICLE 5 – RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 6 - SOUS TRAITANCE

ARTICLE 7 – PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 8 – PENALITES

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION

ARTICLE 10 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

ARTICLE 11 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 12 – CLAUSES COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 13 – RESILIATION

ARTICLE 13 – PENALITES

ARTICLE 14 – EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE

ARTICLE 15 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

ARTICLE 16 – DIFFÉRENDS ET LITIGES

ARTICLE 17 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES A UNE SITUATION SANITAIRE GRAVE

ARTICLE 18 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) a pour objet la détermination des clauses administratives particulières relatives à une mission d'étude de programmation fonctionnelle et technique détaillée nécessaire à l'optimisation immobilière de l'espace en fonction de l'évaluation globale des mètres carré du bâtiment, à la réhabilitation du site et à la réalisation de travaux de construction si nécessaire.

L'opération consistant à regrouper les centres de réadaptation pour adultes de Nancy (54000) et Lay-Saint-Christophe (54690) ainsi que le CMPRE pour enfants de Flavigny sur Moselle (54630) sur le seul site du Centre de Réadaptation de Nancy (75, Boulevard Lobau – 54000), projet IRR.

Cette opération comprendra des travaux de réhabilitation et éventuellement des travaux de construction sur les bâtiments existants situés à Nancy.

Le lieu d'exécution des travaux : 75 boulevard Lobau à Nancy (54000).

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'offre, le soumissionnaire prendra soin de signaler par écrit à l'UGECAM NORD EST toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue. En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions des cahiers des charges pour justifier une demande de supplément.

ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique en son article L.2123-1 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique en ses articles R2123-1, R2123-4, R2123-5 et R2123-7.

La consultation donnera lieu à la conclusion d'un marché public ordinaire avec des prestations conclues à prix globaux et forfaitaires.

Les ordres de services seront émis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins. Ils ne feront l'objet d'aucune négociation.

Le montant de la mission d'étude de programmation fonctionnelle et technique détaillée sur la durée totale du marché est estimée à 42 000 000 € HT.

Les missions de programmiste (détaillées dans le CCTP) comprennent les phases suivantes :

- phase 1 : recueil des données – étude surfacique - étude de faisabilité,
- phase 2 : pré-programme,
- phase 3 : programme technique détaillé (PTD),
- phase 4 : programme d'architecture et d'ingénierie.

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET, DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché prendra effet à compter de la notification par le Maître d'ouvrage prévue courant octobre 2024.

Les éléments de mission sont considérés comme des phases techniques. Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interrompre le marché à l'achèvement de chaque élément de mission, entraînant la résiliation du marché et le non versement d'une indemnité au titulaire. L'arrêt éventuel de l'étude à l'issue d'une phase déterminée intervient sans formalité autre que la notification de cet arrêt.

Chaque élément de mission dénommé phase fait l'objet d'une décision de réception de la part du maître d'ouvrage.

Sauf en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 13, le présent marché expirera à l'achèvement des missions du Titulaire conformément aux conditions prévues à l'article 11 ci-dessous.

La mission de base du programme débutera à la notification du marché et s'achèvera à la remise du programme d'architecture et d'ingénierie. Le marché est conclu pour la durée nécessaire à la réalisation des prestations, sans pouvoir excéder une durée maximale de 6 mois.

Cette mission devrait se dérouler selon le calendrier suivant :

- Phases 1 et 2 : 3 mois
- Phase 3 : 1 mois
- Phase 4 : 1 mois

Chaque phase et sous phase pourra faire l'objet d'un règlement spécifique.

En accord avec le maître d'ouvrage, un délai supplémentaire peut être convenu en tenant compte des contraintes du projet.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019.

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG/PI relativement aux pièces constitutives du marché.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et en cas de contradiction entre elles :

a) Pièces particulières :

- l'acte d'engagement, son annexe financière (bordereau de prix global et forfaitaire) le cadre de réponse technique,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'UGECAM NORD-EST fait foi,
- le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'UGECAM NORD-EST fait foi,
- l'offre technique et financière du prestataire,
- les actes d'exécution et modifications contractualisés en phase d'exécution.

b) Pièces générales en vigueur au 1^{er}/08/2024, non jointes car réputées connues par le titulaire :

- la réglementation française et européenne de portée générale et professionnelle appliquée et applicable,
- les normes françaises et européennes homologuées ou autres normes reconnues équivalentes applicables en France en cours et à venir,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G./P.I.) - Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles,

- l'arrêté du 19/07/2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- le Code de la Commande Publique.

L'exécution des prestations devra, en outre, tenir compte de l'évolution de la réglementation durant toute l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 6 – SOUS TRAITANCE

Le Titulaire peut présenter un sous-traitant lors de la présentation de son offre et/ou au cours de l'exécution du marché. Dans ce cas il fera application des articles L.2193-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

La sous-traitance de certaines parties de son marché se fera à condition d'avoir obtenu l'accord de l'UGECAM Nord-Est et fournira la déclaration de sous-traitance complétée et signée. La sous-traitance de l'intégralité du marché est interdite.

ARTICLE 7 – PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1 Forme du prix

Les prestations, citées à l'article 2, sont réglées par des prix globaux forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement et son annexe 1.

Les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des livrables dus par le Titulaire au titre de la prestation concernée, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution de la prestation concernée conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels (comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du titulaire) spécifiques à l'exécution de la prestation, ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation.

7.2 - Modalités de révision des prix

Les prix du présent marché sont traités à prix fermes comportant une clause d'actualisation.

L'actualisation qui consiste à transformer un prix ferme en un nouveau prix ferme devient effective lorsque le début des travaux intervient plus de 4 mois après le mois d'établissement des prix. Dans ce cas, les prix du marché seront actualisés au moyen de l'index prévu ci-dessous, compte tenu des conditions économiques correspondant à une date antérieure de 4 mois à celle de la date d'effet fixée par l'ordre de service pour le début des travaux.

L'index d'actualisation retenu est le suivant : ING : index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics, Index divers des coûts de production dans la construction Ingénierie Base 100 en 2010.

Selon la formule :
$$P_m = P_o \times \frac{I_m}{I_o}$$

dans laquelle :

P_m = prix actualisé,

P_o = prix du marché (M_o),

I_m = valeur de l'indice du mois de commencement d'exécution du marché,

I_o = valeur de l'indice du mois de Septembre 2024.

En cas de retard d'exécution imputable à l'entrepreneur, le délai réel d'exécution sera pris en considération comme préjudice de l'application systématique des pénalités précisées à l'article 8 ci-après.

Mois d'établissement des prix :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres (voir règlement de la consultation) ; ce mois est appelé "mois zéro".

Si la date limite de remise des offres est reportée au cours de la même consultation, la base de réputation des prix, "mois zéro", sera celle correspondant à la date fixée initialement pour la date limite de remise des offres.

7.3 Avance

Une avance est accordée au Titulaire en application des articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du Code de la Commande Publique. Le montant de l'avance est calculé en application des articles R. 2191-6 à R. 2191-10 du Code de la Commande Publique. Il sera fait application de l'article 11.1 du CCAG PI, l'option B s'appliquant. Les modalités de remboursement de l'avance se feront en application des articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la Commande Publique.

7.4 Modalités de règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG/PI. La part forfaitaire sera réglée mensuellement selon l'avancement de chacune des missions (citées ci-dessus à l'article 2) jusqu'à 70% du montant de la mission. Leur solde sera réglé après validation des livrables.

Une facture est établie chaque mois. Elle correspond au pourcentage d'avancement de l'opération et reprend les éléments indiqués ci-dessus.

Une facture est établie chaque mois. Elle correspond au pourcentage d'avancement de l'opération et reprend les éléments indiqués ci-dessus.

7.5 – Modalités de transmission des factures

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire est obligé de transmettre ses factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct. Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'établissement concerné informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'établissement concerné informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner le champ suivant dans l'outil, à savoir :

- N° de SIRET du siège : 424 273 407 00306

Le numéro d'engagement n'est pas obligatoire à défaut celui-ci correspondra au NUMERO DE L'ORDRE DE SERVICE

Il n'y a pas à indiquer les codes service et d'engagement

A défaut de numéro d'ordre de service, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter: - le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/> ·
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

7.6 - Application de la tva

Le montant des sommes à mandater est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de la réalisation des prestations.

7.7 - Régime de paiement

Conformément à l'article R.2192-10 décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique, le délai de paiement d'un marché public est fixé à 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur conforme aux prestations exécutées et aux termes financiers du marché (article R.2192-12 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique).

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (article R.2192-31 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique).

Le paiement sera effectué par virement bancaire.

Il sera effectué par le Directeur financier et comptable de l'UGECAM NORD-EST ou son délégataire après mandatement de la somme par l'ordonnateur, la Directrice Générale de l'UGECAM NORD EST ou son délégataire.

ARTICLE 8 – PENALITES

8-1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, en cas de manquement du Titulaire à ses obligations, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération selon les modalités ci-après :

Retard de la remise des livrables liés à l'organisation et l'exécution du marché (compte-rendu, ordre du jour, convocations, courriers...)	200 €	Par jour de retard
Retard de la remise des livrables des attendus techniques des missions (études, programme général, technique, fixation de l'enveloppe, ...)	400 €	Par jour de retard
Remise d'un document non conforme, inexact ou incomplet	100 €	Par jour de retard pris à compter de la date du constat
Absence aux réunions non justifiées	200 €	Par absence
Non-respect de l'obligation de confidentialité	1000 €	Par constat

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

La non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne pourra donc être interprétée comme une renonciation. Nonobstant l'application des pénalités mentionnées ci-dessus, l'UGECAM Nord-Est se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice éventuellement subi.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 50 % du montant forfaitaire du marché ou de l'ordre de service.

Par dérogation à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités sont cumulatives sans limitation de plafond.

9 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'UGECAM NORD EST mettra à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des études. Il s'efforcera de faciliter en tant que de besoin l'obtention auprès des organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire pourra avoir besoin.

9.1 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du Marché, l'UGECAM NORD EST peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par l'UGECAM NORD EST du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant, dans le respect des dispositions des articles R.2194-1 et suivants du code de la commande publique.

9.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations du marché conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir à l'UGECAM NORD EST les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par cette dernière. Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de notification du marché. Sauf stipulation contraire du marché, le titulaire est tenu d'une obligation de résultat quant à la bonne exécution des prestations au regard des stipulations du marché.

Le titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'UGECAM NORD EST avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le titulaire a obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'UGECAM NORD EST, toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution du marché telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution du marché.

Ces changements devront s'accompagner de la fourniture de justificatifs et faire l'objet d'un avenant.

Toutes méconnaissances de ces modifications pourront faire l'objet d'une suspension du paiement des factures jusqu'à régularisation par avenant.

Le titulaire s'engage à désigner un directeur de projet chargé du suivi global de la prestation. Ce dernier sera l'interlocuteur unique du représentant de l'UGECAM NORD EST pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la prestation. Le titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même directeur de projet sauf démission ou suspension du contrat de travail du directeur de projet.

En cas d'indisponibilité temporaire ou permanente du directeur de projet, ou d'un membre de l'équipe dédiée, le titulaire s'engage à transmettre, pour validation, le nom et le profil (CV) du remplaçant à l'UGECAM NORD EST sous un délai de cinq (5) jours calendaires. Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires à son remplacement pour assurer la continuité de la mission dans les mêmes conditions de délai et de qualité.

Le titulaire affecte à l'exécution du marché, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience, tant dans le domaine technique que fonctionnel, nécessaire, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci. Le titulaire s'engage en outre à ce que ses équipes soient stables pendant la durée des prestations.

Cet engagement du titulaire sur la compétence, et le nombre des intervenants ainsi que sur la stabilité des équipes est une obligation essentielle du marché sans laquelle l'UGECAM NORD EST n'aurait pas contracté.

Plus généralement, le titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du titulaire affecté à l'exécution des prestations, le titulaire prendra à ses frais toutes les mesures (telles que recrutement de ressources supplémentaires, mise en place d'une période de recouvrement, formations, etc.) permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations telles que décrites au CCAP faisant suite à un changement d'intervenant constituera un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Les intervenants du titulaire pourront être amenés à travailler dans les locaux de l'UGECAM NORD EST. Ils devront dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité que leur transmettra l'UGECAM NORD EST, ils demeurent néanmoins sous l'autorité hiérarchique du titulaire.

En effet, le personnel du Titulaire affecté à l'exécution du Marché reste sous le contrôle et la seule autorité hiérarchique et disciplinaire du Titulaire pendant toute la durée du Marché. Le Titulaire assure l'encadrement et le contrôle de ses salariés, y compris lorsque les prestations sont effectuées dans les locaux du Maître d'Ouvrage.

Les intervenants du titulaire pourront participer sur invitation de l'UGECAM NORD EST à des réunions de travail concernant les prestations du marché.

9.3 - Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire informera régulièrement le représentant de l'UGECAM NORD EST de l'avancement de la réalisation des prestations.

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'UGECAM NORD EST, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'UGECAM NORD EST, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations objet du Marché mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'UGECAM NORD EST.

A ce titre, le titulaire s'engage :

- à alerter l'UGECAM NORD EST sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'UGECAM NORD EST, dont le titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution du marché,
- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'UGECAM NORD EST ou une personne désignée par l'UGECAM NORD EST afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde le Maître d'Ouvrage sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations,
- à faire bénéficier l'UGECAM NORD EST de ses conseils et de son assistance technique pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande du pouvoir adjudicateur et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables,
- à ne soumettre à l'UGECAM NORD EST aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCAP,
- à solliciter de l'UGECAM NORD EST tout document ou information qu'il estimerait nécessaire à la réalisation du marché et veiller à ce que les documents et/ou informations transmises par retour satisfassent sa demande.

L'UGECAM NORD EST fournira au Titulaire, à titre strictement confidentiel, les informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent marché. D'une manière générale, il mettra à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour l'UGECAM NORD EST, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

9.4 - Force majeure

Les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombe en vertu du marché, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due, en cas de force majeure.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter ses obligations contractuelles, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure,
- d'en indiquer la durée prévisible,
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution du marché est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, l'UGECAM NORD EST se réserve le droit de résilier le marché, cette disposition étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt à l'une ou l'autre des parties.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

9.5 – Lutte contre le travail dissimulé

Attestations sociales, fiscales et d'assurance :

Tout au long de la durée de la prestation, et sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire remettra les documents suivants :

- Attestation sociale, sous quinze (15) jours,
- Attestation fiscale, sous quinze (15) jours,
- Attestation d'assurance, sous quinze (15) jours.

Liste nominative des intervenants :

A la notification du marché, le Titulaire confirmera à l'UGECAM NORD EST, la liste des personnels susceptibles d'intervenir, avec mention de leur qualification professionnelle.

Toute modification en cours de contrat doit être communiquée préalablement à l'organisme pour acceptation. En cas de non-respect de ces obligations, l'organisme se réserve le droit de mettre fin au marché, sans préavis.

Cette liste nominative doit être tenue à jour par le Titulaire de manière systématique, et doit faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel.

En outre, toute modification envisagée de cette liste doit être portée à la connaissance de l'organisme en vue de l'obtention des autorisations susvisées.

Toute infraction à ces dispositions peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire sans préjudice des poursuites judiciaires qui peuvent être engagées à l'encontre des contrevenants.

9.6 – Protection de la main d'œuvre

Le Titulaire se doit de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail de l'entreprise. Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

9.7 – Clause déontologique

Pendant toute la durée d'exécution du contrat, le Titulaire s'engage à n'avoir aucun lien direct ou indirect de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance, pour toutes les missions qui lui sont confiées dans le cadre de l'exécution du marché.

Tout changement en cours d'exécution du marché dans la situation du Titulaire de nature à le placer dans une situation de conflits d'intérêts ou d'incompatibilité, est porté immédiatement à la connaissance du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire garantit de la même manière l'indépendance de tous ses sous-traitants.

Tout manquement à ces obligations est susceptible d'engager la responsabilité du Titulaire et d'entraîner la résiliation du marché à ses torts.

9.8 – Responsabilité

Le Titulaire est responsable des dommages causés directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution du marché :

. à son personnel, au personnel de chaque site ou à des tiers,

. à ses biens, aux biens appartenant à chaque site ou à des tiers.

Sont exclus de la responsabilité du Titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le Titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher : on entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou indirectement atteinte à l'exécution des prestations objet du marché.

9.9 - Assurance

D'une manière générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, le Titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants qui s'inspirent du code civil.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une police d'assurance destinée à couvrir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

Cette attestation de son assureur justifie qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

9.10 – Confidentialité

Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,

- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 10 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

10.1 – Régime de propriété intellectuelle applicable aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les stipulations des articles 32.2 et 32.3 qui définissent les connaissances antérieures standards et également les stipulations de l'article 33 et 34 qui en précisent notamment le régime, s'appliquent au présent marché.

10.2 Régime de propriété intellectuelle applicable aux résultats

Conformément aux stipulations de l'article 32.1 du C.C.A.G.-P.I. les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le Maître d'Ouvrage dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'UGECAM Nord-Est en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent Marché.

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 35 du C.C.A.G.-P.I.

En effet, par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du présent marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit de l'UGECAM NORD EST.

Le Titulaire cède au Maître d'Ouvrage, à titre exclusif, en contrepartie du prix versé au titre du Marché, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats réalisés par le Titulaire, et ce, au fur et à mesure de leur réalisation, à savoir :

- le droit de reproduction, en tout ou partie, incluant le droit de fixer, numériser, éditer, en tout ou partie, des résultats, sans limitation du nombre d'exemplaires, sur tout support, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification du Marché, et notamment supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, électroniques, DVD,

- le droit de représentation, en tout ou partie, des résultats, incluant le droit de diffuser ou de faire diffuser à destination de tout public, par tout moyen, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification du Marché, et notamment par tous moyens de communication électronique ou multimédia tels que notamment câble, satellite, voie hertzienne, réseau de toute nature et notamment réseaux internes ou externes de type Internet, intranets, télévision numérique et/ou interactive,
- le droit d'adapter, de traduire en toute langue, d'arranger, de numériser, retoucher, couper, et /ou de modifier, de faire évoluer, les résultats, en tout ou partie, de les assembler et/ou de les intégrer dans toute autre prestation ou création intellectuelle, sous tout support et par tout moyen, et notamment, sur supports papiers, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, électroniques, pellicules, DVD, ou tout autre support connu ou inconnu à ce jour, actuel ou futur ;
- le droit d'exploiter les droits visés ci-dessus à titre onéreux ou non, en tout ou partie, notamment via des cessions, licences ou tout type de contrats, à titre exclusif ou non, de tout ou partie des droits cédés, conclus avec tout tiers,
- de procéder à tout dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs.
- le droit de rétrocéder, tout ou partie des droits cédés, et notamment consentir à tout tiers tout contrat de production audiovisuelle, de diffusion, de commercialisation et de toute licence concernant les résultats, sous quelque forme, quelque moyen, quelque support que ce soit, tels que ci-avant visés.

La présente cession porte sur les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des résultats tels que détaillés ci-dessus, dans toutes leurs versions, qu'ils soient achevés ou inachevés.

A ce titre, il est expressément précisé que, en vertu de la présente session, le Titulaire ne pourra s'opposer à la reprise et l'adaptation des résultats tels que détaillés ci-dessus, en cas de résiliation anticipée du marché du fait d'une défaillance du Titulaire, telle que visée au titre de l'article 16 du CCAP.

La cession des droits de propriété intellectuelle relatifs à l'ensemble des résultats est effectuée pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle y afférents, quelles que soient les causes de cessation du marché, pour la France et s'agissant des droits requis pour la diffusion par Internet et intranet pour le monde entier.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché. Le prix prend en compte l'étendue de la cession, son caractère exclusif ainsi que l'étendue des exploitations.

Les livrables sont identifiés dans le C.C.T.P. à l'issue de chaque mission.

ARTICLE 11 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

11.2 - Responsabilités

Le Titulaire sera responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution du marché.

D'un commun accord, les parties conviennent que la responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour les conséquences des dommages directs causés au Maître d'Ouvrage du fait d'un manquement quelconque du Titulaire à ses obligations contractuelles.

Au cas où la responsabilité du Titulaire serait engagée en cas de manquements à ses obligations contractuelles, Maître d'Ouvrage sera en droit d'obtenir réparation des préjudices en résultant, quel que soit le fondement, dans la limite, sauf faute lourde ou dolosive, d'une fois et demie le montant des sommes versées par Maître d'Ouvrage au Titulaire dans le cadre du présent marché.

Les parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code Civil.

Le Titulaire sera responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution du marché.

ARTICLE 12 – CLAUSES COMPLEMENTAIRES

12.1 – Modalités de communication

Les communications d'information entre le Titulaire, d'une part, le pouvoir adjudicateur d'autre part, sont réalisées dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles (P.I.).

Lorsque leur contenu le permet, les ordres de services peuvent être transmis par courriel au Titulaire. La personne physique, représentant le Titulaire et désignée à l'article 1 de l'acte d'engagement, s'engage à consulter quotidiennement la messagerie désignée à l'acte d'engagement, à laquelle sont transmis les courriels.

Pour application de l'article 3.8.1 du C.C.A.G. P.I., le Titulaire accuse réception datée de ces ordres de services. Pour application de l'article 3.8.2 du C.C.A.G. P.I. le fait qui sert de point de départ au délai de quinze (15) jours correspond à l'envoi par courriel au Titulaire.

Le Titulaire du marché est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du Titulaire est donc inopposable au pouvoir adjudicateur.

Il est entendu que durant toute la durée du marché, un rendez-vous en distanciel ou présentiel d'état des lieux de l'avancement de cette opération sera organisé par le Titulaire avec un ordre du jour établi préalablement à cette réunion. A l'issue de chaque réunion le Titulaire rédigera un compte-rendu qu'il transmettra au Maître d'ouvrage sous huit jours impérativement.

La périodicité de ces rendez-vous sera déterminée entre le maître d'ouvrage et le Titulaire et selon l'avancement de la mission.

12.2 – Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au(x) titulaire(s) du marché la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou plusieurs marchés négociés en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 13 – RESILIATION

13.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Maître d'ouvrage peut résilier à tout moment l'exécution des missions prévues au marché.-Il peut également le résilier pendant la phase de réalisation des travaux, moyennant le respect d'un préavis de trois mois. Le Titulaire ne peut être en droit de demander la résiliation du marché.

Dans tous les cas, le Maître d'ouvrage devra régler immédiatement au Titulaire la totalité des sommes qui lui sont dues à titre de rémunération pour la mission accomplie.

En outre, le Titulaire aura droit à une indemnité de résiliation fixée à 5% de la rémunération dont il se trouve privé du fait de la résiliation anticipée du marché, le cas échéant majorée dans le cas où le Titulaire justifie d'un préjudice supérieur.

13.2 Résiliation pour faute

En cas de carence ou de faute caractérisée du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois, le contrat pourra être résilié avec application des pénalités prévues au présent contrat. Si les pénalités ne couvrent pas la carence ou la faute, le Maître d'ouvrage pourra saisir le juge d'une demande de réparation du préjudice subi.

En cas de carence ou de faute caractérisée du Maître d'ouvrage, le Titulaire pourra saisir le juge d'une demande en résiliation et/ou réparation du préjudice subi.

13.3 Autres cas de résiliation

En cas de non-respect, par le Titulaire, des obligations relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail et après mise en demeure restée infructueuse, la convention peut être résiliée aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le Titulaire dispose de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis par le Titulaire, mentionnés aux articles D 8254-2 à 5 du code du travail, à la signature de la convention, celle-ci sera résiliée sans mise en demeure à ses frais et risques.

ARTICLE 14 – EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielles, la modification des prestations du Titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée (article 5.2.1 du CCAG PI).

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le Maître d'Ouvrage (article 5.2.2 du CCAG PI).

Lorsque le Titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte du Maître d'ouvrage, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment (article 5.2.3 du CCAG PI) :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées le Maître d'Ouvrage;
- les obligations du Maître d'Ouvrage et celles du Titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 39 du CCAG PI.

ARTICLE 16 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à la conciliation et médiation, conformément aux articles L.2197-2, L.2197-3, L.2197-4, L.2197-5 et L.2197-7 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique.

Si ce litige ne peut être réglé de façon amiable ou par voie d'arbitrage, le tribunal compétent est le Tribunal Judiciaire dans le ressort duquel se trouve l'UGECAM Nord Est, étant entendu que le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

ARTICLE 17 – DISPOSITION SPECIFIQUE A UNE SITUATION SANITAIRE GRAVE

Il est fait application de l'article 24 du CCAG PI.

ARTICLE 18 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG/PI par celles prévues à l'article 4 du présent C.C.A.P.

Il est dérogé aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG/PI par celles prévues à l'article 8 du présent C.C.A.P.

Il est dérogé aux dispositions de l'article 22 du CCAG/PI par celles prévues à l'article 3 du présent C.C.A.P.

Il est dérogé aux dispositions de l'article 35 du CCAG/PI par celles prévues à l'article 10.2 du présent C.C.A.P.

Le Candidat,

Lu et approuvé (Cachet et signature)

Fait à le

L'UGECAM Nord-Est,

Le Pouvoir adjudicateur, représenté par la
Directrice Générale,

Madame Christelle PROST

Fait à Nancy, le